



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

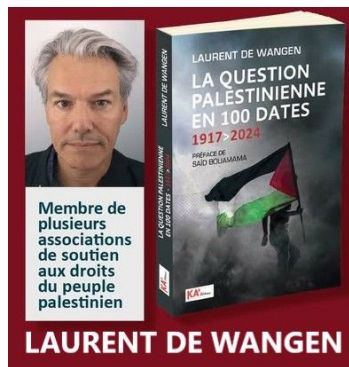
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

04/06/2026

La libération de la Palestine comme boussole politique

Nous publions ici un texte de Laurent de Wangen : auteur du livre : "La question palestinienne en 100 dates" en avril 2026. Le texte rappelle la nature du processus colonial de la Palestine. Processus largement pour ne pas dire totalement occulté par les forces en France et le tournant du 7 octobre 2023 dans la lutte de libération nationale du peuple palestinien, Ce texte tire toutes les conséquences quant à la centralité de cette lutte contre le colonialisme et l'impérialisme.



La libération de la Palestine comme boussole politique

Le peuple palestinien subit le joug de l'impérialisme britannique puis du colonialisme sioniste depuis plus d'un siècle.

En 1948, la création de l'État d'Israël s'est accompagnée de l'expulsion et de la déportation de près de 900 000 Palestiniens, c'est-à-dire les deux tiers du peuple palestinien.

Depuis, le peuple palestinien a été soumis à une longue série de massacres, à une oppression systématique et au vol de ses terres, de ces quartiers et de ses villages par les colons sionistes.

Durant ces décennies de souffrance, l'occupation israélienne a reçu le soutien de la plupart des puissances impérialistes dont la France.

Le tournant du 7 octobre 2023

À l'aube du 7 octobre 2023, trompant la vigilance de leurs geôliers israéliens (la bande de Gaza, véritable prison à ciel ouvert, est alors l'endroit le plus surveillé au monde), la résistance palestinienne (une coalition d'une dizaine d'organisation de résistance avec le Hamas, mouvement de la résistance islamique en Palestine, comme force hégémonique) a mené une formidable opération militaire.

Les militants palestiniens ont alors détruit les postes militaires autour de la bande de Gaza et capturé près de 250 Israéliens afin de provoquer, par un échange de prisonniers, la libération de résistants palestiniens emprisonnés par l'occupant sioniste.

Israël, dont la puissance et la force des agences de renseignement sont régulièrement encensés en Occident, est totalement humilié.

La réussite de cette opération militaire a-t-elle fait comprendre la détermination des Palestiniens à Israël et qu'il valait mieux discuter avec eux afin de trouver une solution à la question de Palestine ? Bien sûr que non, ce serait surestimer l'État sioniste qui est avant tout raciste et suprémaciste. Un tel régime ne peut admettre de parler d'égal à égal à ceux qu'il considère comme des inférieurs et "des animaux humains".

Pour Israël, un Palestinien ne peut être que soumis ou mort.

C'est pourquoi pendant plus de 2 ans le régime sioniste a perdu toute mesure et déchaîné une véritable campagne génocidaire contre la bande de Gaza - plus de 75 000 morts (qu'il faut certainement multiplier par 2 ou 3 en comptant les morts indirectes et les disparu.e.s) dont une majorité de femmes et d'enfants - visant tout particulièrement les immeubles d'habitation, les institutions culturelles et les hôpitaux.

Parallèlement à cette fuite en avant démentielle dans la bande de Gaza, Israël mène des raids meurtriers et intensifie la colonisation en Cisjordanie.

Il faut souligner la responsabilité de la classe politico-médiatique occidentale qui a presque unanimement (en France, LFI est le seul grand parti à sauver l'honneur) salué la violence guerrière israélienne, l'appelant à en finir avec le Hamas en comparant l'attaque de la résistance palestinienne au terrorisme de Daesh qui a frappé plusieurs pays occidentaux dont la France.

Ce génocide n'aurait d'ailleurs pas été possible sans le soutien actif des gouvernements impérialistes des États-Unis, d'Allemagne, de France et de Grande-Bretagne ainsi que l'inaction complice du gouvernement égyptien. Tous ces régimes ont également violemment réprimé les mobilisations de solidarité avec la Palestine dans leurs pays respectifs, l'Égypte allant même jusqu'à empêcher une marche internationale de solidarité avec Gaza en expulsant les participants étrangers à celle-ci.

Plus tard, quand il est devenu clair que la barbarie israélienne provoquait un génocide à Gaza, des appels à la retenue puis enfin à un cessez-le-feu (mais sans aucune action concrète pour imposer celui-ci) se sont fait entendre.

Celui-ci sera finalement accepté par Israël le 9 octobre 2025.

Si Israël a accepté ce cessez-le-feu, avec aucune intention de le respecter durablement, ce n'est qu'avec trois objectifs dont deux de très court terme :

- 1) obtenir la libération de ses prisonniers
- 2) arrêter la dégradation de son image dans les opinions publiques occidentales - tout particulièrement parmi la jeunesse - et faire porter indûment au Hamas la responsabilité des viols futurs de ce cessez-le-feu par des exigences totalement incongrues (comme celle de récupérer tous les corps des prisonniers israéliens victimes, comme les Palestiniens, des bombardements de l'armée israélienne)
- 3) accentuer la répression de la population palestinienne en Cisjordanie.

Bien que, bien sûr, pleinement consciente de la cynique stratégie israélienne, la résistance palestinienne a néanmoins accepté ce cessez-le-feu malgré l'absence totale de condamnation d'Israël pour son massacre génocidaire.

Trois raisons à cela :

- 1) Permettre à la population gazaouie de respirer un peu et de rentrer chez soi
- 2) Imposer à Israël un échange de prisonniers demandé depuis deux ans
- 3) Montrer sa bonne foi et son éthique aux opinions publiques mondiales.

Comme prévu par tous ceux qui connaissent les agissements de l'entité sioniste, Israël a régulièrement violé le cessez-le-feu provoquant plus de 800 morts palestiniens dont une centaine pour la seule journée du mardi 28 octobre.

Des milliards de non-Occidentaux ont été furieusement politisés ces dernières années par la désastreuse « guerre contre la terreur » menée par l'Occident, qui a montré, à travers la dévastation et le pillage d'une grande partie de l'Asie du Sud, du Proche et du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord, les assassinats par drones et la création de camps de concentration (Guantanamo et Sde Teiman par exemple), avec quelle facilité les corps noirs et bruns pouvaient être capturés, brisés et détruits aux mépris de toutes les normes et lois de la guerre.

Aux yeux de tous ces gens, sous couvert d'un discours universaliste mettant en avant démocratie et droits de l'homme, l'Occident cherche toujours à assurer sa domination et protéger sa base militaire sioniste au cœur du monde arabe, recyclant à cette fin un imaginaire raciste profondément colonial.

Malgré toute cette barbarie, aucun désastre n'avait été comparable à ce qui se passe à Gaza - rien ne nous accablé d'un tel intolérable fardeau de chagrin, d'incompréhension et de mauvaise conscience. Rien n'a mis en évidence de manière si honteuse notre manque de passion et d'indignation, notre étroitesse d'esprit et la faiblesse de notre réflexion.

C'est pourquoi, la terrible répression que subit le peuple palestinien provoque une légitime colère chez des millions de personnes à travers le monde qui se demandent comment mettre fin à cette horreur.

La politique ayant horreur du vide, sans réponse à ce questionnement le pire est probable.

En effet, si Israël a le soutien des puissants de ce monde, il est largement haï par la grande majorité des peuples du monde ce qui relève de l'antisionisme et n'a strictement aucun rapport avec l'antisémitisme qui est un racisme. L'abjecte instrumentalisation de l'antisémitisme par Israël et tous ses soutiens est une arme terrible et le principal bouclier de l'agression sioniste.

Rappelons les paroles d'Emmanuel Lévyne (1908-1989), un érudit juif religieux devenu antisioniste dont le père est mort en déportation, dans « Judaïsme contre sionisme » son livre datant de 1969 (il y a 57 ans !) :

« L'État d'Israël, c'est la civilisation occidentale et technicienne à la conquête de l'Orient [...]. Il dispose d'une arme psychologique, plus efficace que toutes les bombes atomiques du monde : l'accusation d'antisémitisme qu'il lance contre tous ceux qui l'attaquent ».

Qu'un pays aussi faible démographiquement soit aussi fort militairement et par ses soutiens est excessivement inquiétant pour l'équilibre du monde.

C'est pourquoi la lutte pour la libération de la Palestine doit être une boussole politique avec les trois points suivants pour piliers.

1^{er} point : l'opération de la résistance palestinienne doit être défendue et justifiée et non dénoncée

Partout en Occident, même parmi les soi-disant militants pro-Palestiniens, l'opération du 7 octobre 2023 a été dénoncée, voire qualifiée de terroriste. Le Hamas a été accusé d'avoir commis des crimes monstrueux - comme l'étranglement de bébés - et utilisé le viol comme arme de guerre.

Si, durant cette opération, certains crimes ont indéniablement été commis (mais bien moins que les mensonges érucités par la propagande israélienne), les massacres de bébés et le viol comme arme de guerre sont des mensonges complaisamment relayés par la propagande occidentale. Surtout, cette violence est bien moindre que celle subie par les palestiniens depuis le blocus de la bande de Gaza en 2006 (sans parler de leurs souffrances depuis 1948 et avant).

À propos de viols, rappelons un fait totalement occulté en Occident : dans les prisons des barbares sionistes, des chiens sont maintenant dressés pour violer les prisonniers palestiniens.

Il faut également bien garder à l'esprit que les crimes sionistes puis israéliens ont été perpétrés en toute impunité depuis plus d'un siècle.

La plupart des gens éprouvent spontanément des sentiments de répulsion face au meurtre. Pour l'équilibre des sociétés et le refus de la loi de la jungle une injonction biblique sert de référent aux croyants comme aux non-croyants : « tu ne tueras point ».

Dans le meilleur des mondes ce commandement devrait avoir un caractère absolu mais le monde est malheureusement injuste et cette injustice crée une indignation et une résistance légitimes qui, face à la terrible répression déployée pour les mater, se transforment aisément en colère et même en besoin de vengeance lorsque cette violence répressive dépasse toutes les bornes et devient inhumaine et insupportable.

Rappelons les paroles du père Elder Câmara (1909-1999), évêque catholique brésilien et grande figure de la théologie de la libération en Amérique latine.

« Il y a trois sortes de violence. La première, mère de toutes les violences, est la violence institutionnelle, celle qui légalise et perpétue les dominations, les oppressions et exploitations, celle qui écrase et lamine des millions d'hommes dans ses rouages silencieux et bien huilés.

La seconde est la violence révolutionnaire qui naît de la volonté d'abolir la première.

La troisième est la violence répressive, qui a pour objet d'étouffer la seconde en se faisant l'auxiliaire et la complice de la première violence celle qui engendre toutes les autres.

Il n'y a pas de pire hypocrisie de n'appeler violence que la seconde en feignant d'oublier la première qui la fait naître et la troisième qui la tue. »

Il est non seulement moralement inadmissible de condamner la violence des opprimés (deuxième violence), mais il faut de plus la reconnaître légitime et la soutenir afin d'empêcher la troisième violence et abolir la première.

Ceux qui prétendent que toute violence est condamnable deviennent (même à leur corps défendant) complice de la violence initiale.

Dans tout cas de colonisation, et la Palestine en est un cas d'école extrême (colonisation de remplacement), la situation est la suivante : le colon suprématiste use de la violence pour s'imposer et dominer (1ère violence), le colonisé use de la violence légitime pour se défendre et reconquérir ses droits (2ème violence), puis, pour réprimer celle-ci, le colon use d'une violence non seulement illégitime (3ème violence) mais en plus totalement disproportionnée car étant de 10 à 100 fois plus grande que la précédente.

Après un siècle de colonialisme, la Nakba de 1948 (expulsion des Palestiniens) qui continue avec en particulier 5 guerres israéliennes contre Gaza dans les 20 dernières années (1ère violence), l'opération de la résistance palestinienne du 7 octobre 2023 relève bien sûr de la 2ème violence.

Quant au génocide actuel, il relève de la troisième violence et a définitivement démasqué le monstre qu'est devenu Israël. Nous sommes même en droit de nous interroger : la création d'Israël n'aura-t-elle pas été une victoire ultime de Hitler ?

C'est pourquoi ceux qui condamnent l'opération du 7 octobre 2023 se rendent complices de la politique d'Israël.

Certains sont indéniablement de bonne foi, ils pensent réellement défendre les droits (et même la lutte) du peuple palestinien mais sont aveuglés par leur humanisme non violent totalement déconnecté de la réalité.

Parler d'agression inadmissible, voire de terrorisme, pour qualifier une réaction à une oppression systémique est une grande erreur politique.

Soutenir la lutte des Palestiniens ce n'est pas décider pour eux de la façon dont ils doivent mener cette lutte.

D'autant plus que le principal argument du colonisateur pour défendre sa répression a toujours été de plaider la sauvagerie et la violence du colonisé « qui ne comprend que la force ».

Ceux qui fustigent la soi-disant « violence barbare du Hamas » ne sont pas des soutiens du peuple palestinien.

Certains sont peut-être des humanistes qui voudraient un monde meilleur et moins violent et pour cela ils soutiennent que les Palestiniens devraient pouvoir récupérer (une partie de) leur terre mais lorsque les principaux intéressés mènent la lutte, plutôt que de les soutenir, ils se permettent de juger des moyens employés pour la mener sur un ton paternaliste souvent condescendant.

2^{ème} point : La seule solution à la question palestinienne est la libération entière de la terre de Palestine « de la rivière (Jourdain) à la mer (Méditerranée) »

La solution des deux États protège Israël et le sionisme.

Accepter l'existence d'un État israélien dans les frontières d'avant la guerre de juin 1967, c'est-à-dire ne récupérer que les territoires palestiniens occupés lors de cette guerre (la Cisjordanie, la bande de Gaza et Jérusalem Est), c'est accepter le fait accompli de la première partie de la spoliation avec la Nakba (1947-1949) et surtout laisser en place la structure militaire raciste au cœur du monde arabe.

En effet Israël est un État colonial servant les intérêts impérialistes au Moyen-Orient et un cancer pour le monde arabe.

Prétendre que les colonies sont uniquement les territoires occupés en juin 1967 et qu'Israël dans ses frontières de 1949 est la métropole, pays légitime car reconnu par le droit international, est une grande erreur.

Israël est expansionniste, suprémaciste et raciste par nature.

Cet État est un état pour les Juifs, les goy (non-juifs) n'ayant pas les mêmes droits et étant toléré s'ils sont soumis, impitoyablement réprimés sinon.

L'erreur de certains humanistes est de penser qu'Israël peut être transformé en devenant l'État de ses citoyens (juifs et goys) tous égaux.

Si cette fiction a pu perdurer pendant quelques décennies, le masque est tombé depuis au moins juillet 2018 et la 15^{ème} loi fondamentale d'Israël (qui n'a toujours pas de constitution) dite "loi d'Israël État nation du peuple juif".

En fait, dès mai 1996 et le premier gouvernement Netanyahu, aucune perspective de paix n'existe en Palestine.

La seule utilité des accords d'Oslo (de septembre 1993) est d'avoir montré combien les règles du droit international sont pipées et que l'État d'Israël ne peut, de par sa structure, traiter d'égal à égal avec les Palestiniens et partager la terre.

Un assassinat politique très symbolique a totalement porté ses fruits et montrer la nature coloniale d'Israël qui cède toujours à ses extrémistes et fait payer au centuple aux Palestiniens la moindre de ses fragilités :

Celui de Yitzhak Rabin en novembre 1995 par un extrémiste juif, Ygal Amir.

L'homme qui était dans les manifestations pour accuser Rabin de trahison (aux côtés d'affiches présentant ce dernier en nazi), Benyamin Netanyahu, gagnera les élections six mois plus tard fin mai 1996 face à Shimon Pérès.

Après un tel assassinat, alors qu'il bénéficiait d'une côte de popularité de près de 80%, s'il avait voulu avancer sur la voie d'une vraie paix et respecté les Palestiniens, le successeur de Rabin au poste de Premier ministre, Shimon Pérès (et son gouvernement), aurait mené une guerre aux colons fascistes (comme De Gaulle l'a fait contre l'OAS). À la place, il a fait assassiner Yehia Ayache, l'artificier du Hamas, et mené une guerre contre le Liban ce qui a empêché les Palestiniens en Israël de voter pour lui et fait gagner Netanyahu (la fameuse majorité juive régulièrement revendiquée, à raison, par ce dernier).

Ce qui donne un très éphémère (et relatif) processus de paix de 2 ans (septembre 1993-novembre 1995) pendant lequel la colonisation des territoires occupés a continué, rappelons-le.

Bien plus grave, si ce soi-disant « processus de paix » a été artificiellement maintenu c'est pour aider Israël à diviser les Palestiniens avec trois conséquences dramatiques pour eux-ci :

- Une division du mouvement national palestinien qui ira en s'aggravant entre ceux qui veulent continuer à résister, y compris par la lutte armée, et ceux qui, contraints par ces accords, réprimeront cette résistance.

L'Autorité Palestinienne, en particulier, sera amenée à jouer le rôle de police supplétive d'Israël et donc d'une administration collaboratrice.

- La démission totale de la communauté internationale (en particulier les États-Unis et l'Europe) qui s'abstiendra de toute pression vis-à-vis d'Israël et se contentera d'aides économiques aux territoires palestiniens ce qui permettra à Israël de continuer l'occupation avec un coût économique moindre.

- Et surtout, l'abandon par la direction palestinienne de la question des réfugiés palestiniens. Le net recul du rôle politique des réfugiés de la diaspora s'est accompagné d'une vague de frustration et de désespoir, et du sentiment d'avoir été abandonnés par un mouvement national qui aurait fait bon marché de leurs droits et de leur lutte. De ce fait, de nombreux réfugiés se détournèrent des organisations palestiniennes et de l'action politique.

Depuis le 7 octobre 2023 et le génocide à Gaza il n'y a plus aucun doute sur la nature d'Israël et d'ailleurs beaucoup d'Israéliens juifs non racistes sont partis et les autres (non racistes) se font très discrets.

Si un grand nombre de personnes (surtout en Occident) considèrent qu'il y a un fait accompli israélien et que remettre en cause Israël est impossible et/ou antisémite, ils se trompent et il est urgent de leur dessiller les yeux.

Rappelons une citation du célèbre Jacques Bénigne Bossuet (1627-1704), évêque, prédicateur et écrivain français :

« *Le plus grand dérèglement de l'esprit est de croire les choses parce qu'on veut qu'elles soient et non parce qu'on a vu qu'elles sont en effet* ».

3^{ème} point : les Juifs de l'État palestinien libéré seront des Palestiniens avec les mêmes droits que les musulmans et les chrétiens.

La forme que prendra l'État palestinien libéré sera celle qui sera décidé par le peuple souverain palestinien.

Compte tenu de l'histoire récente de la région, les Juifs non sionistes qui décideront de rester en Palestine devront être rassurés qu'aucune discrimination ne sera exercé à leur égard et qu'ils seront des citoyens à part entière de l'État palestinien.

L'histoire nous ayant appris que le colon accepte rarement de vivre à égalité avec l'ex-colonisé, beaucoup de Juifs partiront ailleurs. Ce ne sera pas un problème pour un certain nombre d'entre eux qui ont une double (ou triple) nationalité.

La loi du retour pour les Juifs sera évidemment abrogée tandis que le droit au retour des Palestiniens sera enfin appliqué.

Les citoyens juifs en Palestine seront donc sans aucun doute minoritaires.

Atteindre une telle solution peut paraître bien difficile étant donné la force militaire d'Israël et les soutiens (surtout états-unien et européens) dont il dispose.

Il n'y a néanmoins aucune autre solution possible car la seule alternative est une montée des tensions jusqu'à la troisième guerre mondiale.

Conclusion : la fin d'Israël ou la troisième guerre mondiale

Ce fameux 7 octobre 2023 aura été un formidable accélérateur de l'histoire pour le meilleur (fin d'Israël) ou le pire (troisième guerre mondiale) mais il aura malheureusement fallu un génocide pour cela.

Détourner les yeux et refuser de s'intéresser à ce qui se passe au Proche-Orient va devenir de plus en plus difficile voire inadmissible car celui qui refuse de se lever devant une injustice aussi terrible que celle que subit le peuple palestinien est non seulement complice de ce crime mais surtout il sera la prochaine victime à moins de se soumettre totalement au sionisme.

En effet, que l'on soutienne ou pas cette opération de la résistance palestinienne, elle aura permis de démasquer la nature d'Israël : assumant pleinement son racisme porté par un hubris dément et accusant d'antisémitisme tous ceux qui ne lui sont pas totalement soumis, Israël est en totale roue libre et sans aucune limite.

C'est pourquoi il doit être traité comme un pestiféré jusqu'au démantèlement de cette colonie sioniste.

En Occident, si on commence à observer une prise de conscience de l'opinion publique (bien trop timidement, malheureusement), les États et la classe politico-médiatique doivent urgemment changer leur positionnement.

La campagne BDS (Boycott des citoyens, Désinvestissement des entreprises, Sanctions des États) lancée en juillet 2005 contre Israël par la société civile palestinienne rassemblant 172 organisations et associations doit être généralisée partout dans le monde et tout particulièrement dans les pays occidentaux, principaux soutiens d'Israël.

Parallèlement, les forces de l'axe de la résistance à Israël (principalement la résistance palestinienne, le Hezbollah et Ansar Allah avec comme soutien étatique l'Iran) doivent être soutenues et admirées.

En effet, évidemment aucunement « terroristes » comme matraqué par la propagande occidentale et ses valets arabes, elles représentent le courage et la grandeur de la résistance face à l'injustice.

C'est d'autant plus vrai actuellement alors que les États-Unis et Israël ont déclenché une terrible guerre contre l'Iran le 28 février 2026 afin de faire tomber la République islamique d'Iran (le fameux « régime iranien ») par tous les moyens possibles y compris en massacrant sa population.

D'ailleurs, le 7 avril 2026, Donald Trump s'est permis de menacer l'Iran d'un génocide, « Une civilisation entière va mourir ce soir », avant de déclarer un cessez-le-feu (qu'il ne respectera sans doute pas) imposé par la résistance déjà légendaire des Iraniens.

Après le 7 octobre 2023 et le génocide à Gaza, ce sera la fin d'Israël ou une troisième guerre mondiale assurée. Après la libération de la Palestine (en espérant celle-ci), le monde progressera sans aucun doute possible. Cela aura été la preuve par la Palestine.

Laurent DE WANGEN, auteur de « La question palestinienne en 100 dates », avril 2026

Nous publions ici un texte de Laurent de Wangen : auteur du livre : "*La question palestinienne en 100 dates*" en avril 2026. Le texte rappelle la nature du processus colonial de la Palestine. Processus largement pour ne pas dire totalement occulté par les forces en France et le tournant du 7 octobre 2023 dans la lutte de libération nationale du peuple palestinien, Ce texte tire toutes les conséquences quant à la centralité de cette lutte contre le colonialisme et l'impérialisme.

La libération de la Palestine comme boussole politique

Le peuple palestinien subit le joug de l'impérialisme britannique puis du colonialisme sioniste depuis plus d'un siècle.

En 1948, la création de l'État d'Israël s'est accompagnée de l'expulsion et de la déportation de près de 900 000 Palestiniens, c'est-à-dire les deux tiers du peuple palestinien.

Depuis, le peuple palestinien a été soumis à une longue série de massacres, à une oppression systématique et au vol de ses terres, de ces quartiers et de ses villages par les colons sionistes.

Durant ces décennies de souffrance, l'occupation israélienne a reçu le soutien de la plupart des puissances impérialistes dont la France.

Le tournant du 7 octobre 2023

À l'aube du 7 octobre 2023, trompant la vigilance de leurs geôliers israéliens (la bande de Gaza, véritable prison à ciel ouvert, est alors l'endroit le plus surveillé au monde), la résistance palestinienne (une coalition d'une dizaine d'organisation de résistance avec le Hamas, mouvement de la résistance islamique en Palestine, comme force hégémonique) a mené une formidable opération militaire.

Les militants palestiniens ont alors détruit les postes militaires autour de la bande de Gaza et capturé près de 250 Israéliens afin de provoquer, par un échange de prisonniers, la libération de résistants palestiniens emprisonnés par l'occupant sioniste.

Israël, dont la puissance et la force des agences de renseignement sont régulièrement encensés en Occident, est totalement humilié.

La réussite de cette opération militaire a-t-elle fait comprendre la détermination des Palestiniens à Israël et qu'il valait mieux discuter avec eux afin de trouver une solution à la question de Palestine ? Bien sûr que non, ce serait surestimer l'État sioniste qui est avant tout raciste et suprémaciste. Un tel régime ne peut admettre de parler d'égal à égal à ceux qu'il considère comme des inférieurs et "des animaux humains".

Pour Israël, un Palestinien ne peut être que soumis ou mort.

C'est pourquoi pendant plus de 2 ans le régime sioniste a perdu toute mesure et déchaîné une véritable campagne génocidaire contre la bande de Gaza - plus de 75 000 morts (qu'il faut certainement multiplier par 2 ou 3 en comptant les morts indirectes et les disparu.e.s) dont une majorité de femmes et d'enfants - visant tout particulièrement les immeubles d'habitation, les institutions culturelles et les hôpitaux.

Parallèlement à cette fuite en avant démentielle dans la bande de Gaza, Israël mène des raids meurtriers et intensifie la colonisation en Cisjordanie.

Il faut souligner la responsabilité de la classe politico-médiatique occidentale qui a presque unanimement (en France, LFI est le seul grand parti à sauver l'honneur) salué la violence guerrière israélienne, l'appelant à en finir avec le Hamas en comparant l'attaque de la résistance palestinienne au terrorisme de Daesh qui a frappé plusieurs pays occidentaux dont la France.

Ce génocide n'aurait d'ailleurs pas été possible sans le soutien actif des gouvernements impérialistes des États-Unis, d'Allemagne, de France et de Grande-Bretagne ainsi que l'inaction complice du gouvernement égyptien. Tous ces régimes ont également violemment réprimé les mobilisations de solidarité avec la Palestine dans leurs pays respectifs, l'Égypte allant même jusqu'à empêcher une marche internationale de solidarité avec Gaza en expulsant les participants étrangers à celle-ci.

Plus tard, quand il est devenu clair que la barbarie israélienne provoquait un génocide à Gaza, des appels à la retenue puis enfin à un cessez-le-feu (mais sans aucune action concrète pour imposer celui-ci) se sont fait entendre.

Celui-ci sera finalement accepté par Israël le 9 octobre 2025.

Si Israël a accepté ce cessez-le-feu, avec aucune intention de le respecter durablement, ce n'est qu'avec trois objectifs dont deux de très court terme :

- 1) obtenir la libération de ses prisonniers
- 2) arrêter la dégradation de son image dans les opinions publiques occidentales - tout particulièrement parmi la jeunesse - et faire porter indûment au Hamas la responsabilité des viols futurs de ce cessez-le-feu par des exigences totalement incongrues (comme celle de récupérer tous les corps des prisonniers israéliens victimes, comme les Palestiniens, des bombardements de l'armée israélienne)
- 3) accentuer la répression de la population palestinienne en Cisjordanie.

Bien que, bien sûr, pleinement consciente de la cynique stratégie israélienne, la résistance palestinienne a néanmoins accepté ce cessez-le-feu malgré l'absence totale de condamnation d'Israël pour son massacre génocidaire.

Trois raisons à cela :

- 1) Permettre à la population gazaouie de respirer un peu et de rentrer chez soi
- 2) Imposer à Israël un échange de prisonniers demandé depuis deux ans
- 3) Montrer sa bonne foi et son éthique aux opinions publiques mondiales.

Comme prévu par tous ceux qui connaissent les agissements de l'entité sioniste, Israël a régulièrement violé le cessez-le-feu provoquant plus de 800 morts palestiniens dont une centaine pour la seule journée du mardi 28 octobre.

Des milliards de non-Occidentaux ont été furieusement politisés ces dernières années par la désastreuse « guerre contre la terreur » menée par l'Occident, qui a montré, à travers la dévastation et le pillage d'une grande partie de l'Asie du Sud, du Proche et du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord, les assassinats par drones et la création de camps de concentration (Guantanamo et Sde Teiman par exemple), avec quelle facilité les corps noirs et bruns pouvaient être capturés, brisés et détruits aux mépris de toutes les normes et lois de la guerre.

Aux yeux de tous ces gens, sous couvert d'un discours universaliste mettant en avant démocratie et droits de l'homme, l'Occident cherche toujours à assurer sa domination et protéger sa base militaire sioniste au cœur du monde arabe, recyclant à cette fin un imaginaire raciste profondément colonial.

Malgré toute cette barbarie, aucun désastre n'avait été comparable à ce qui se passe à Gaza - rien ne nous accablé d'un tel intolérable fardeau de chagrin, d'incompréhension et de mauvaise conscience. Rien n'a mis en évidence de manière si honteuse notre manque de passion et d'indignation, notre étroitesse d'esprit et la faiblesse de notre réflexion.

C'est pourquoi, la terrible répression que subit le peuple palestinien provoque une légitime colère chez des millions de personnes à travers le monde qui se demandent comment mettre fin à cette horreur.

La politique ayant horreur du vide, sans réponse à ce questionnement le pire est probable.

En effet, si Israël a le soutien des puissants de ce monde, il est largement haï par la grande majorité des peuples du monde ce qui relève de l'antisionisme et n'a strictement aucun rapport avec l'antisémitisme qui est un racisme. L'abjecte instrumentalisation de l'antisémitisme par Israël et tous ses soutiens est une arme terrible et le principal bouclier de l'agression sioniste.

Rappelons les paroles d'Emmanuel Lévyne (1908-1989), un érudit juif religieux devenu antisioniste dont le père est mort en déportation, dans « Judaïsme contre sionisme » son livre datant de 1969 (il y a 57 ans !) :

« L'État d'Israël, c'est la civilisation occidentale et technicienne à la conquête de l'Orient [...]. Il dispose d'une arme psychologique, plus efficace que toutes les bombes atomiques du monde : l'accusation d'antisémitisme qu'il lance contre tous ceux qui l'attaquent ».

Qu'un pays aussi faible démographiquement soit aussi fort militairement et par ses soutiens est excessivement inquiétant pour l'équilibre du monde.

C'est pourquoi la lutte pour la libération de la Palestine doit être une boussole politique avec les trois points suivants pour piliers.

1^{er} point : l'opération de la résistance palestinienne doit être défendue et justifiée et non dénoncée

Partout en Occident, même parmi les soi-disant militants pro-Palestiniens, l'opération du 7 octobre 2023 a été dénoncée, voire qualifiée de terroriste. Le Hamas a été accusé d'avoir commis des crimes monstrueux - comme l'égorgeement de bébés - et utilisé le viol comme arme de guerre.

Si, durant cette opération, certains crimes ont indéniablement été commis (mais bien moins que les mensonges érucés par la propagande israélienne), les massacres de bébés et le viol comme arme de guerre sont des mensonges complaisamment relayés par la propagande occidentale. Surtout, cette violence est bien moindre que celle subie par les palestiniens depuis le blocus de la bande de Gaza en 2006 (sans parler de leurs souffrances depuis 1948 et avant).

À propos de viols, rappelons un fait totalement occulté en Occident : dans les prisons des barbares sionistes, des chiens sont maintenant dressés pour violer les prisonniers palestiniens.

Il faut également bien garder à l'esprit que les crimes sionistes puis israéliens ont été perpétrés en toute impunité depuis plus d'un siècle.

La plupart des gens éprouvent spontanément des sentiments de répulsion face au meurtre. Pour l'équilibre des sociétés et le refus de la loi de la jungle une injonction biblique sert de référent aux croyants comme aux non-croyants : « tu ne tueras point ».

Dans le meilleur des mondes ce commandement devrait avoir un caractère absolu mais le monde est malheureusement injuste et cette injustice crée une indignation et une résistance légitimes qui, face à la terrible répression déployée pour les mater, se transforment aisément en colère et même en besoin de vengeance lorsque cette violence répressive dépasse toutes les bornes et devient inhumaine et insupportable.

Rappelons les paroles du père Elder Câmara (1909-1999), évêque catholique brésilien et grande figure de la théologie de la libération en Amérique latine.

« Il y a trois sortes de violence. La première, mère de toutes les violences, est la violence institutionnelle, celle qui légalise et perpétue les dominations, les oppressions et exploitations, celle qui écrase et lamine des millions d'hommes dans ses rouages silencieux et bien huilés.

La seconde est la violence révolutionnaire qui naît de la volonté d'abolir la première.

La troisième est la violence répressive, qui a pour objet d'étouffer la seconde en se faisant l'auxiliaire et la complice de la première violence celle qui engendre toutes les autres.

Il n'y a pas de pire hypocrisie de n'appeler violence que la seconde en feignant d'oublier la première qui la fait naître et la troisième qui la tue. »

Il est non seulement moralement inadmissible de condamner la violence des opprimés (deuxième violence), mais il faut de plus la reconnaître légitime et la soutenir afin d'empêcher la troisième violence et abolir la première.

Ceux qui prétendent que toute violence est condamnable deviennent (même à leur corps défendant) complice de la violence initiale.

Dans tout cas de colonisation, et la Palestine en est un cas d'école extrême (colonisation de remplacement), la situation est la suivante : le colon suprématiste use de la violence pour s'imposer et dominer (1ère violence), le colonisé use de la violence légitime pour se défendre et reconquérir ses droits (2ème violence), puis, pour réprimer celle-ci, le colon use d'une violence non seulement illégitime (3ème violence) mais en plus totalement disproportionnée car étant de 10 à 100 fois plus grande que la précédente.

Après un siècle de colonialisme, la Nakba de 1948 (expulsion des Palestiniens) qui continue avec en particulier 5 guerres israéliennes contre Gaza dans les 20 dernières années (1ère violence), l'opération de la résistance palestinienne du 7 octobre 2023 relève bien sûr de la 2ème violence.

Quant au génocide actuel, il relève de la troisième violence et a définitivement démasqué le monstre qu'est devenu Israël. Nous sommes même en droit de nous interroger : la création d'Israël n'aura-t-elle pas été une victoire ultime de Hitler ?

C'est pourquoi ceux qui condamnent l'opération du 7 octobre 2023 se rendent complices de la politique d'Israël.

Certains sont indéniablement de bonne foi, ils pensent réellement défendre les droits (et même la lutte) du peuple palestinien mais sont aveuglés par leur humanisme non violent totalement déconnecté de la réalité.

Parler d'agression inadmissible, voire de terrorisme, pour qualifier une réaction à une oppression systémique est une grande erreur politique.

Soutenir la lutte des Palestiniens ce n'est pas décider pour eux de la façon dont ils doivent mener cette lutte.

D'autant plus que le principal argument du colonisateur pour défendre sa répression a toujours été de plaider la sauvagerie et la violence du colonisé « qui ne comprend que la force ».

Ceux qui fustigent la soi-disant « violence barbare du Hamas » ne sont pas des soutiens du peuple palestinien.

Certains sont peut-être des humanistes qui voudraient un monde meilleur et moins violent et pour cela ils soutiennent que les Palestiniens devraient pouvoir récupérer (une partie de) leur terre mais lorsque les principaux intéressés mènent la lutte, plutôt que de les soutenir, ils se permettent de juger des moyens employés pour la mener sur un ton paternaliste souvent condescendant.

2^{ème} point : La seule solution à la question palestinienne est la libération entière de la terre de Palestine « de la rivière (Jourdain) à la mer (Méditerranée) »

La solution des deux États protège Israël et le sionisme.

Accepter l'existence d'un État israélien dans les frontières d'avant la guerre de juin 1967, c'est-à-dire ne récupérer que les territoires palestiniens occupés lors de cette guerre (la Cisjordanie, la bande de Gaza et Jérusalem Est), c'est accepter le fait accompli de la première partie de la spoliation avec la Nakba (1947-1949) et surtout laisser en place la structure militaire raciste au cœur du monde arabe.

En effet Israël est un État colonial servant les intérêts impérialistes au Moyen-Orient et un cancer pour le monde arabe.

Prétendre que les colonies sont uniquement les territoires occupés en juin 1967 et qu'Israël dans ses frontières de 1949 est la métropole, pays légitime car reconnu par le droit international, est une grande erreur.

Israël est expansionniste, suprémaciste et raciste par nature.

Cet État est un état pour les Juifs, les goy (non-juifs) n'ayant pas les mêmes droits et étant toléré s'ils sont soumis, impitoyablement réprimés sinon.

L'erreur de certains humanistes est de penser qu'Israël peut être transformé en devenant l'État de ses citoyens (juifs et goys) tous égaux.

Si cette fiction a pu perdurer pendant quelques décennies, le masque est tombé depuis au moins juillet 2018 et la 15^{ème} loi fondamentale d'Israël (qui n'a toujours pas de constitution) dite "loi d'Israël État nation du peuple juif".

En fait, dès mai 1996 et le premier gouvernement Netanyahu, aucune perspective de paix n'existe en Palestine.

La seule utilité des accords d'Oslo (de septembre 1993) est d'avoir montré combien les règles du droit international sont pipées et que l'État d'Israël ne peut, de par sa structure, traiter d'égal à égal avec les Palestiniens et partager la terre.

Un assassinat politique très symbolique a totalement porté ses fruits et montrer la nature coloniale d'Israël qui cède toujours à ses extrémistes et fait payer au centuple aux Palestiniens la moindre de ses fragilités :

Celui de Yitzhak Rabin en novembre 1995 par un extrémiste juif, Ygal Amir.

L'homme qui était dans les manifestations pour accuser Rabin de trahison (aux côtés d'affiches présentant ce dernier en nazi), Benyamin Netanyahu, gagnera les élections six mois plus tard fin mai 1996 face à Shimon Pérès.

Après un tel assassinat, alors qu'il bénéficiait d'une côte de popularité de près de 80%, s'il avait voulu avancer sur la voie d'une vraie paix et respecté les Palestiniens, le successeur de Rabin au poste de Premier ministre, Shimon Pérès (et son gouvernement), aurait mené une guerre aux colons fascistes (comme De Gaulle l'a fait contre l'OAS). À la place, il a fait assassiner Yehia Ayache, l'artificier du Hamas, et mené une guerre contre le Liban ce qui a empêché les Palestiniens en Israël de voter pour lui et fait gagner Netanyahu (la fameuse majorité juive régulièrement revendiquée, à raison, par ce dernier).

Ce qui donne un très éphémère (et relatif) processus de paix de 2 ans (septembre 1993-novembre 1995) pendant lequel la colonisation des territoires occupés a continué, rappelons-le.

Bien plus grave, si ce soi-disant « processus de paix » a été artificiellement maintenu c'est pour aider Israël à diviser les Palestiniens avec trois conséquences dramatiques pour eux-ci :

- Une division du mouvement national palestinien qui ira en s'aggravant entre ceux qui veulent continuer à résister, y compris par la lutte armée, et ceux qui, contraints par ces accords, réprimeront cette résistance.

L'Autorité Palestinienne, en particulier, sera amenée à jouer le rôle de police supplétive d'Israël et donc d'une administration collaboratrice.

- La démission totale de la communauté internationale (en particulier les États-Unis et l'Europe) qui s'abstiendra de toute pression vis-à-vis d'Israël et se contentera d'aides économiques aux territoires palestiniens ce qui permettra à Israël de continuer l'occupation avec un coût économique moindre.

- Et surtout, l'abandon par la direction palestinienne de la question des réfugiés palestiniens. Le net recul du rôle politique des réfugiés de la diaspora s'est accompagné d'une vague de frustration et de désespoir, et du sentiment d'avoir été abandonnés par un mouvement national qui aurait fait bon marché de leurs droits et de leur lutte. De ce fait, de nombreux réfugiés se détournèrent des organisations palestiniennes et de l'action politique.

Depuis le 7 octobre 2023 et le génocide à Gaza il n'y a plus aucun doute sur la nature d'Israël et d'ailleurs beaucoup d'Israéliens juifs non racistes sont partis et les autres (non racistes) se font très discrets.

Si un grand nombre de personnes (surtout en Occident) considèrent qu'il y a un fait accompli israélien et que remettre en cause Israël est impossible et/ou antisémite, ils se trompent et il est urgent de leur dessiller les yeux. Rappelons une citation du célèbre Jacques Bénigne Bossuet (1627-1704), évêque, prédicateur et écrivain français :

« *Le plus grand dérèglement de l'esprit est de croire les choses parce qu'on veut qu'elles soient et non parce qu'on a vu qu'elles sont en effet* ».

3^{ème} point : les Juifs de l'État palestinien libéré seront des Palestiniens avec les mêmes droits que les musulmans et les chrétiens.

La forme que prendra l'État palestinien libéré sera celle qui sera décidé par le peuple souverain palestinien.

Compte tenu de l'histoire récente de la région, les Juifs non sionistes qui décideront de rester en Palestine devront être rassurés qu'aucune discrimination ne sera exercé à leur égard et qu'ils seront des citoyens à part entière de l'État palestinien.

L'histoire nous ayant appris que le colon accepte rarement de vivre à égalité avec l'ex-colonisé, beaucoup de Juifs partiront ailleurs. Ce ne sera pas un problème pour un certain nombre d'entre eux qui ont une double (ou triple) nationalité.

La loi du retour pour les Juifs sera évidemment abrogée tandis que le droit au retour des Palestiniens sera enfin appliqué.

Les citoyens juifs en Palestine seront donc sans aucun doute minoritaires.

Atteindre une telle solution peut paraître bien difficile étant donné la force militaire d'Israël et les soutiens (surtout états-unien et européens) dont il dispose.

Il n'y a néanmoins aucune autre solution possible car la seule alternative est une montée des tensions jusqu'à la troisième guerre mondiale.

Conclusion : la fin d'Israël ou la troisième guerre mondiale

Ce fameux 7 octobre 2023 aura été un formidable accélérateur de l'histoire pour le meilleur (fin d'Israël) ou le pire (troisième guerre mondiale) mais il aura malheureusement fallu un génocide pour cela.

Détourner les yeux et refuser de s'intéresser à ce qui se passe au Proche-Orient va devenir de plus en plus difficile voire inadmissible car celui qui refuse de se lever devant une injustice aussi terrible que celle que subit le peuple palestinien est non seulement complice de ce crime mais surtout il sera la prochaine victime à moins de se soumettre totalement au sionisme.

En effet, que l'on soutienne ou pas cette opération de la résistance palestinienne, elle aura permis de démasquer la nature d'Israël : assumant pleinement son racisme porté par un hubris dément et accusant d'antisémitisme tous ceux qui ne lui sont pas totalement soumis, Israël est en totale roue libre et sans aucune limite.

C'est pourquoi il doit être traité comme un pestiféré jusqu'au démantèlement de cette colonie sioniste.

En Occident, si on commence à observer une prise de conscience de l'opinion publique (bien trop timidement, malheureusement), les États et la classe politico-médiatique doivent urgemment changer leur positionnement.

La campagne BDS (Boycott des citoyens, Désinvestissement des entreprises, Sanctions des États) lancée en juillet 2005 contre Israël par la société civile palestinienne rassemblant 172 organisations et associations doit être généralisée partout dans le monde et tout particulièrement dans les pays occidentaux, principaux soutiens d'Israël.

Parallèlement, les forces de l'axe de la résistance à Israël (principalement la résistance palestinienne, le Hezbollah et Ansar Allah avec comme soutien étatique l'Iran) doivent être soutenues et admirées.

En effet, évidemment aucunement « terroristes » comme matraqué par la propagande occidentale et ses valets arabes, elles représentent le courage et la grandeur de la résistance face à l'injustice.

C'est d'autant plus vrai actuellement alors que les États-Unis et Israël ont déclenché une terrible guerre contre l'Iran le 28 février 2026 afin de faire tomber la République islamique d'Iran (le fameux « régime iranien ») par tous les moyens possibles y compris en massacrant sa population.

D'ailleurs, le 7 avril 2026, Donald Trump s'est permis de menacer l'Iran d'un génocide, « Une civilisation entière va mourir ce soir », avant de déclarer un cessez-le-feu (qu'il ne respectera sans doute pas) imposé par la résistance déjà légendaire des Iraniens.

Après le 7 octobre 2023 et le génocide à Gaza, ce sera la fin d'Israël ou une troisième guerre mondiale assurée.

Après la libération de la Palestine (en espérant celle-ci), le monde progressera sans aucun doute possible.

Cela aura été la preuve par la Palestine.